

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N°392
9 octobre 2026
ISSN 1245-0286

Unité lycéens-personnels contre le budget de l'Éducation nationale !
Halte à la répression policière ! Levée de toutes les poursuites et sanctions !
La responsabilité des directions syndicales :
Convoquer une manifestation centrale et massive à l'Assemblée nationale
pour empêcher l'adoption du budget

Depuis fin septembre, une mobilisation lycéenne, débutée dans la banlieue parisienne s'est propagée dans tout le pays.

Le gouvernement a répliqué par une répression brutale et inédite. LBD, grenades, lacrymogènes, plus de 6 500 arrestations et autant de gardes à vue. Des jeunes ont été grièvement blessés aux yeux, à la bouche, aux mains. Tous les déchaînements policiers visaient à terroriser les lycéens, à les dissuader de manifester pour leurs revendications, bref à briser leur mobilisation.

Pourtant, lycéennes et lycéens n'ont rien lâché et persistent à défendre leurs légitimes revendications.

Le 6 octobre, dans des manifestations massives, ils étaient accompagnés de leurs enseignants, et de leurs parents, tous ulcérés par la brutalité de la répression.

Ils et elles réclament des enseignants pour remplacer les absences, pour diminuer le nombre d'élèves par classe. Ils et elles veulent en finir avec Parcoursup, et les conséquences de la contre-réforme du bac en termes d'emploi du temps. Ils et elles ne supportent plus d'être exposés aux canicules dans des locaux surchauffés ou de souffrir du froid en hiver.

Ces revendications sont aussi celles des enseignants et des personnels.

C'est en plein mouvement lycéen que le gouvernement Macron-Lecornu a présenté son projet de budget.

Un projet de guerre contre les travailleurs, les chômeurs, les malades, les retraités, les étrangers et contre les jeunes.

Il prévoit à nouveau une forte hausse du budget militaire (+ 6,4 Mds, après + 6,7 Mds en 2026) alors que notamment les budgets de l'enseignement, et de l'enseignement supérieur et de la recherche continuent d'être la portion congrue.

Il programme la suppression de 3 644 de postes d'enseignants dans les classes du primaire et du secondaire (et pas de 1 588 comme le prétend frauduleusement Geffray).

Les salaires des personnels sont bloqués à nouveau, alors que l'inflation explose.

Et le gouvernement veut amputer de 5,4 milliards les ressources des collectivités territoriales en charge du fonctionnement des écoles, collèges et lycées.

Le gouvernement, défenseur des intérêts du capital financier, de l'impérialisme, ne veut, ni ne peut répondre aux revendications des lycéens : le service de la dette est la première dépense de l'État, et le budget de la « défense » en vient à dépasser celui de l'Éducation Nationale.

Une conclusion s'impose : **A bas le budget 2027 !**

Face à la mobilisation, le gouvernement, tout en maintenant le bâton de la répression, agite désormais la carotte du dialogue social. Les représentants des associations lycéennes, mais aussi les directions des organisations syndicales de l'enseignement ont été reçues. Le gouvernement a tiré de son chapeau un « temps démocratique » encadré dans les établissements au travers d'instances du type CVL [*Conseil de vie lycéenne*]. C'est un flop monumental : le SNPDEN, syndicat majoritaire des personnels de direction, refuse son organisation en ces termes :

« Banaliser des cours pour échanger avec les élèves, sur simple annonce du premier ministre est irréalisable. (...) Nous refusons de mettre en place une annonce totalement improvisée et ambiguë qui met les établissements et tous les collègues en très grande difficulté.(...) L'appel au secours de cette jeunesse, c'est à ceux qui décident des politiques publiques de l'entendre ! » (communiqué du 7 octobre)

Le SNES, principal syndicat enseignant du second degré, a été contraint de publier un communiqué contre cette opération d'enfumage : *« Le SNES-FSU appelle les personnels à ne pas participer à ces réunions ou à les transformer en AG ».*

La question de la jonction entre lycéens, étudiants et personnels a été clairement posée par les manifestations du 6 octobre. L'enjeu, c'est le budget de l'Éducation nationale et donc pour répondre aux aspirations des lycéens, la réalisation de l'unité avec les personnels, les étudiants et leurs organisations pour interdire son adoption.

A l'inverse les dirigeants syndicaux font tout leur possible pour rendre cette jonction impossible.

Les syndicats d'enseignants ont appelé à la grève le 8 octobre, pour une nouvelle journée à l'initiative des "syndicats lycéens". Pour le SNES : *« Dans ce contexte et dans le respect de l'indépendance du mouvement lycéen, nos organisations appellent à soutenir et entendre les revendications lycéennes pour de meilleures conditions d'études et davantage d'égalité. Le SNES-FSU, le SNEP-FSU, le SNUEP-FSU appellent à poursuivre et amplifier la mobilisation par la manifestation et la grève, en étant aux côtés des lycéens jeudi. Ils réunissent leurs instances pour décider des modalités d'action la semaine prochaine, notamment un temps fort éducation nationale. »*

Toujours donc un soutien platonique, de "solidarité", qui évacue la question du combat contre le budget et ses attaques, seule question à même de réaliser la jonction entre lycéens et tous les personnels sur leurs revendications communes.

Il en va de même avec l'appel à une nouvelle journée d'action le 5 novembre, lancé par les organisations syndicales. Celui-ci revendique des améliorations au projet de budget, alors que la satisfaction des revendications implique de combattre pour empêcher son adoption.

Pour briser l'isolement des lycéens,

pour centraliser le combat contre le budget de l'Éducation Nationale,

il faut imposer aux directions syndicales à commencer par celle de la FSU, et celles de ses syndicats du secondaire, en particulier du SNES,

d'organiser, par une montée à Paris, une manifestation nationale à l'Assemblée,

pour empêcher l'adoption du budget de l'Éducation nationale.

Telle est l'exigence qui doit remonter des établissements, des AG, des réunions d'heure syndicale...

C'est ce à quoi s'emploient les militants du courant Front Unique.